



leurs protestations. (*The Economist* a aussi relevé ces expulsions). Par hasard, ou selon un critère arbitraire, certains sont restés dans la salle. «On a dit aux journalistes d'aller dans une salle spéciale où la conférence était télévisée - pour des raisons de sécurité», a expliqué Bill Graham qui dirigeait les interventions. «C'est la première fois que ce type de rencontre a lieu, on aura appris pour la prochaine fois.» On est vraiment rassuré...

Une organisation étroitement associée avec les processus d'intégration économique et peu connue du public était aussi représentée à la table ronde de la société civile, par sa présidente, Mme Halina Ostrovski : le Conseil canadien pour les Amériques (siège social à Toronto) réunit des grands intérêts d'affaires et fonctionne en étroite collaboration avec le gouvernement fédéral. Le CCA a été l'hôte de dix-huit visites de chefs d'état latino-américains au Canada, entre 1990 et 2000. À son tour, CCA est membre du BHNI. «Réseau des représentants des 34 nations des Amériques, sauf Cuba, BHNI est dédié au succès des négociations d'un traité de libre-échange hémisphérique.» (Site web : www.cacanada.com)

Mme Ostrovski affirme ne pas avoir été au parfum des négociations sur la Zléa, du moins ne pas avoir accès au contenu des

«Le processus de la Zléa est de plus en plus irréal.» (Henri-Francois Gautrin, député libéral de Verdun) Notre photo: Boulevard René-Lévesque, le jeudi 19 avril 2001. Le lendemain, cette portion du mur tombait...

négociations au même niveau que les parlementaires et d'autres qui se plaignent d'être bernés par ce processus. Par contre, le «CCA a fait des pressions pour que les documents négociés soient disponibles pour tout le monde», de dire Mme Ostrovski. Dans sa lettre aux membres du CCA, après le Sommet, Mme Ostrovski décrit un petit déjeuner au Hilton avec des chefs d'État et des membres des délégations : SNC-Lavalin, Banque de Nouvelle-Écosse et Cisco Systems avaient l'occasion de faire des présentations dont on ignore le contenu. (Certains membres de la société civile avaient des accès autrement privilégiés que d'autres.)

Pour Marcella Escribano, d'Alternatives, une organisatrice du Sommet des peuples, la table ronde du Hilton constituait «une fausse consultation». Le Sommet des peuples avait demandé un débat public avec les chefs d'État, «de sommet à sommet», qui a été refusé. La répression des manifestations populaires autour du sommet officiel a continué. Autant de raisons pour que certaines ONG membres du Sommet des peuples refusent de participer à la «consultation de la société civile». Du

point de vue de Mme Escribano, des groupes comme Focal, *Participa* (Chili) ou *Excel* contribuent en fait au manque de «critères minimaux de transparence» (leurs membres, en tailleurs et costumes chics, tranchaient avec les participants hyper-décontractés du Sommet des peuples).

Henri Massé, président de la FTQ, et Kenneth Georgetti, du Congrès des travailleurs du Canada, ont préféré ne pas participer à la table ronde, quoique invités à la dernière minute, afin de protester contre le principe du «périmètre de sécurité» (Marc Laviolette, président de la CSN n'était pas sur la liste des invités). M. Massé a expliqué que son syndicat voudrait quand même faire entendre sa voix dans les négociations sur la Zléa : «Même si le traité échouait, l'intégration intercontinentale se ferait» et les intérêts syndicaux devraient être inclus dans les traités, analyse-t-il. «Il ne faut pas se laisser décourager par le processus de mondialisation», dit Marc Laviolette.

Un autre modèle

La délocalisation d'industries vers le Mexique et l'Amérique centrale pose un immense problème pour la base syndicale ►